

Conseil de l'Europe

2014 : deuxième session

Première Partie

Activités de l'APCE

La deuxième session 2014 du Conseil de l'Europe a eu lieu du 7 au 11 Avril à Strasbourg, France.

L'APCE Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe a décidé après un débat sur la situation en Ukraine, de supprimer le droit de vote de la délégation Russe sans toutefois la priver de son accréditation.

Mr Fischer, Président de la République Fédérale d'Autriche s'est exprimé devant l'APCE. L'Autriche assure actuellement la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. L'APCE a décidé d'accorder le statut de partenaire pour la démocratie à la République Kyrgyz et a écouté le rapport annuel d'activités du Commissaire aux Droits de l'Homme Mr Nils Muiznieks.

Le débat parlementaire : les points suivants peuvent intéresser les femmes de l'UMOFc :

- *La protection des mineurs contre les dérives sectaires*
- *Eradiquer la pauvreté des enfants en Europe*
- *Prostitution, traite, et esclavage moderne en Europe*
- *Les réfugiés et le droit au travail*

Deuxième Partie

Documents

1-Doc 13467 La protection des mineurs contre les dérives sectaires

Auteur Mr Rudy Salles France Parti Socialiste <http://www.assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-DocDetails-FR.asp?FileID=20544&lang=FR>

2-13548 Eradiquer la pauvreté des enfants en Europe Rapporteur Mme Sevinj Fataliyeva

Aerbaïdjan Groupe Démocrate Européen <http://www.assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-DocDetails-FR.asp?FileID=20565&lang=FR>

3- Doc 13446 Prostitution, Traite et esclavage moderne en Europe

Rapporteur M José Mendes Bota Portugal EPP/CD

<http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-fr.asp?fileid=20716&lang=fr>

4-Doc 13462 Les réfugiés et le droit au travail M Christopher Chope, Royaume-Uni GDE

<http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-fr.asp?fileid=20569&lang=fr>

Evènements:

« Une menace pour les droits de l'homme des minorités religieuses »

Side-event parrainé par Valeriu Ghilechi (République de Moldova EPP/CD) avec la participation de :

*Aaron Rhodes, militant des droits de l'homme, universitaire et auteur, ancien Directeur de la Fédération internationale d'Helsinki pour les droits de l'homme (IHF)
Mr Ghilechi souligna le danger de ce rapport qui ne donne pas la définition du mot secte ce qui met potentiellement en danger les parents et les enfants de toutes les minorités religieuses.*

Echange sur “la violence sexuelle contre les enfants réfugiés”

Dans le cadre de la 17^{ème} rencontre du réseau des parlementaires référents de l'APCE pour l'arrêt des violences sexuelles contre les enfants en Europe et de la campagne « un sur cinq » – avec la participation de Gert Westerveen représentante de l' UNHCR (Haut Commissariat aux réfugiés des Nations Unies) auprès des institutions européennes à Strasbourg et de Sara Abbas, Directrice du Bureau de l'Organisation internationale des Migrants (OIM) en France.

Audition: “Avortement: évolution de la législation en Espagne et dans le reste de l'Europe”

Commission Egalité et non-discrimination, avec la participation de Vicky Claeys, Directrice régionale de la Fédération Internationale du Planning Familial en Europe et de Régis Brillat, Secrétaire exécutif du Comité européen des droits sociaux du Conseil de l'Europe.

Le Conseil de l'Europe s'inquiète du recul de l'avortement qu'il considère comme un droit de la femme.

Troisième partie

Activités de la COING (Conférence des ONG internationales)

Il n'y avait pas de session formelle pour les OING mais des réunions de groupe de travail

Un Groupe de Travail (GT) « Combattre le discours de haine » a été constitué pour apporter une contribution des représentants de la Société Civile à l'élaboration d'une Recommandation de Politique Générale sur la Lutte contre le Discours de Haine, destinée aux Gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe , pour élaborer le concept d'un Livre Blanc sur la Lutte contre le Discours de Haine, guide de réflexion et guide pratique destiné à l'usage des OING, des médias et des partis politiques.

Ce Livre Blanc devrait être présenté à l'occasion d'un Forum de la Société Civile, en 2016, en collaboration avec les organes du Conseil de l'Europe, l'ECRI, les médias et réseaux sociaux et des partis politiques.

65 représentants d'OING sont inscrits. L'UMOFc n'en fait pas partie mais suivra le déroulement des travaux. L'expression « discours de haine » est récente et ambiguë, elle n'a pas de définition juridique et son emploi risque de nuire au droit à la liberté d'expression, de religion et même de conscience.

Anne Girault, représentante de l'UMOFc auprès du Conseil de l'Europe

